

Jan ORBIE (dir.), *Europe's Global Role. External Policies of the European Union*, 2008, Aldershot, Ashgate, 267 p.

Alessia Biava

Volume 40, Number 2, 2009

Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre froide

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/038295ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/038295ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Biava, A. (2009). Review of [Jan ORBIE (dir.), *Europe's Global Role. External Policies of the European Union*, 2008, Aldershot, Ashgate, 267 p.] *Études internationales*, 40(2), 336–338. <https://doi.org/10.7202/038295ar>

réflexion sur les relations entre le Canada et l'Afrique qu'il aborde la Francophonie et le Commonwealth. En effet, dans la cinquième partie l'auteur insiste sur la participation canadienne à l'Organisation des Nations Unies et au G-8. À ce propos, le chapitre sur le G-8 permet de bien synthétiser le rôle du Canada dans cette institution internationale particulière. Notons au passage la richesse des annexes (26) sur différents éléments allant des perspectives théoriques à une chronologie des principaux événements concernant la politique étrangère canadienne depuis 1945.

Canadian Foreign Policy in a Changing World est un ouvrage d'introduction à la politique étrangère canadienne qui possède donc plusieurs qualités intéressantes. La perspective adoptée par Kirton est claire et elle propose une démarche structurée pour aborder la politique étrangère canadienne. Pour les lecteurs francophones qui maîtrisent minimalement l'anglais, l'ouvrage est accessible et il représente un complément à l'ouvrage de Nossal, Roussel et Paquin disponible en français. Cependant, le choix de l'auteur ne lui permet pas de rendre clairement justice à certaines questions qui me semblent importantes lorsqu'on souhaite familiariser les étudiants avec les relations internationales du Canada. À cet égard, la politique d'aide au développement, la politique de sécurité et de défense et, surtout, la *paradiplomatie* des provinces et particulièrement du Québec trouvent, à mon sens, une place plutôt étroite dans ce livre. Dans ce dernier cas, l'absence des principaux travaux sur ces questions en français, nonobstant la nature de l'étude, me laisse sur mon appétit. Cela étant dit, le travail de Kirton offre aux personnes qui s'intéressent à la politique étrangère

canadienne un ouvrage d'introduction intéressant, bien documenté – hormis la lacune soulignée précédemment – qui recèle des qualités pédagogiques indéniables pour ce genre d'ouvrage. Il reste maintenant à espérer que ce foisonnement de publications diverses sur les relations internationales du Canada dans la langue de Shakespeare se retrouvera aussi dans la langue de Molière.

Dany DESCHÊNES

*École de politique appliquée
Université de Sherbrooke*

Europe's Global Role. External Policies of the European Union

Jan ORBIE (dir.), 2008, Aldershot, Ashgate, 267 p.

L'ouvrage collectif dirigé par Jan Orbie s'insère dans le cadre de la littérature qui étudie le rôle de l'Union européenne (UE) sur la scène internationale. En se focalisant sur la dimension *soft power* de l'action extérieure de l'UE, l'analyse consiste en une approche originale, car elle traite des politiques extérieures qui relèvent du premier pilier. Il s'agit en effet d'un champ de recherche peu étudié jusqu'à présent, car la littérature sur le rôle international de l'UE se base en grande partie sur l'étude de la politique étrangère et de la sécurité commune ainsi que de la Politique européenne de sécurité et de défense. Le texte se concentre ainsi sur les aspects de *low politics*, cruciaux pour comprendre la globalité du rôle de l'UE sur la scène internationale. Par ailleurs, l'ouvrage s'appuie sur un cadre analytique original qui met en relation les instruments dont dispose l'UE avec les objectifs politiques qu'elle se fixe pour évaluer de manière critique chaque domaine politique étudié.

Le chapitre introductif de Jan Orbie commence par parcourir les principales étapes de la littérature sur le rôle international de l'UE. Il clarifie par la suite le concept d'Europe puissance civile, depuis la définition de François Duchêne. Sur la base de ce concept, ce premier chapitre précise ainsi le cadre analytique utilisé dans l'intégralité de l'ouvrage collectif, se fondant sur l'articulation entre les instruments d'action et les objectifs politiques de l'UE dans chaque domaine. En effet, l'auteur considère qu'il faut prendre en considération à la fois les ressources de puissance et les objectifs politiques de toute action extérieure de l'UE pour pouvoir dresser une évaluation critique de son rôle sur la scène mondiale.

Les chapitres successifs sont consacrés à la réflexion sur la dimension extérieure de l'UE dans plusieurs domaines, qui relèvent tous du premier pilier. Il s'agit du commerce (Jan Orbie), de la politique de développement (Jan Orbie et Helen Versluys), de l'aide humanitaire (Helen Versluys), de la politique sur l'asile et la migration (Steven Sterkx), de la politique sociale (Tonia Novitz), de la politique environnementale (Edith Vanden Brande), de la politique de la concurrence (Angela Wigger), de la politique énergétique (Andrei V. Belyi), de la politique de voisinage (Viktoriya Khasson, Syuzanna Vasilyan et Hendrik Vos) et de la politique d'élargissement (Eline De Ridder, An Schrijvers et Hendrik Vos).

Dans les limites du cadre analytique défini dans le chapitre introductif, chaque contribution se penche spécifiquement sur un de ces domaines. L'objectif est d'étudier chaque fois quelles sont la nature et l'importance des instruments dont dispose l'UE, par exemple ses

ressources budgétaires et ses compétences. Par la suite, la recherche se focalise sur la manière dont ces instruments sont effectivement utilisés pour atteindre les objectifs normatifs affichés par l'UE. En adoptant la dichotomie rhétorique-réalité, l'étude vise à évaluer la cohérence entre ces objectifs normatifs et d'autres objectifs politiques qui découlent de la réalité politique.

Les contributions permettent aussi de juger de manière critique l'action extérieure de l'Union européenne dans le cadre des domaines du *soft power*, qui sont essentiels dans sa définition d'acteur global.

Les résultats des analyses des différentes contributions montrent que, dans le cadre du premier pilier, la nature et l'efficacité des instruments de l'UE diffèrent. Si la puissance économique de l'Union européenne joue un rôle déterminant en tant qu'instrument d'action dans chaque domaine analysé, l'influence de sa compétence légale ainsi que de ses ressources budgétaires varie d'un domaine à un autre. En ce qui concerne les objectifs poursuivis par l'UE à travers son action extérieure, l'analyse a mis en évidence que, même si, sur le plan rhétorique, des objectifs normatifs sont affichés – sur la base de la conviction partagée selon laquelle l'UE agit en tant que force pour le bien –, dans la réalité le caractère normatif de son rôle international peut être remis en question. En effet, la contribution sur la dimension extérieure de la politique d'asile et de migration ainsi que celle sur la politique de voisinage, par exemple, montrent que l'action de l'UE est également influencée par des considérations liées aux aspects sécuritaires qui dépassent donc les propos normatifs affichés par le discours rhétorique.

La valeur ajoutée de cet ouvrage collectif réside, à notre avis, dans la démarche méthodologique utilisée qui permet, en prenant appui sur un cadre analytique commun, de comparer les résultats issus de l'analyse de différents domaines politiques pour évaluer de manière critique le rôle global de l'UE sur la scène internationale. La délimitation du sujet de recherche aux politiques extérieures du premier pilier a le mérite de focaliser l'attention sur des aspects trop souvent négligés par la littérature sur le rôle international de l'UE. Les recherches s'appuient par ailleurs sur des analyses empiriques très complètes.

Europe's Global Role est ainsi une lecture à recommander aux chercheurs qui s'intéressent au débat sur le rôle international de l'UE et qui souhaitent approfondir l'étude des différentes politiques extérieures de l'UE qui relèvent du premier pilier.

Alessia BIAVA

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université de Genève*

L'aide canadienne au développement

*François AUDET, Marie-Ève
DESROSIERS et Stéphane ROUSSEL
(dir.), 2008, coll. Paramètres,
Montréal, Les Presses de l'Université
de Montréal, 356 p.*

Depuis la décolonisation et l'indépendance subséquente de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, il s'est développé à l'échelle mondiale et au sein des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, des politiques d'aide au développement visant à sortir ces pays de la misère et de la pauvreté. Depuis, les contextes politique, économique et social ont évolué, mais le problème du sous-développement reste

entier. Dès lors, les gouvernements tentent de se réajuster et le Canada, depuis la création de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 1968, ne cesse de s'adapter.

Malheureusement, sur un sujet d'une telle importance pour toute personne qui s'intéresse au développement international, les ouvrages de référence sont rares et les recherches très limitées. Cet ouvrage arrive donc à point nommé et vient combler une carence fondamentale : l'absence de littérature substantielle tant francophone qu'anglophone sur l'éventail des questions que soulève l'aide canadienne au développement alors même que cette aide ne cesse de croître et que la philosophie qui soutient cette pratique s'est profondément renouvelée pour tenir compte des nouveaux enjeux mondiaux.

Au cœur de ce renouveau philosophique se trouve la notion de « sécurisation de l'aide ». Il faut dire que les attentats du 11 septembre 2001 ont conduit les États donateurs, dont le Canada, à élaborer des politiques d'imbrication entre sécurité et politique de développement. De plus, l'objectif n'est plus seulement d'aider, mais plutôt de répondre à une logique de résultats tangibles et mesurables. Le Canada a désormais intégré dans sa politique d'aide au développement la quête de l'efficacité.

C'est cette nouvelle tendance de la politique canadienne d'aide au développement que François Audet et Marie-Ève Desrosiers ont remarquablement démontrée dans l'introduction générale de l'ouvrage en mettant face à face les partisans et les opposants du virage vers l'efficacité. Ils n'ont pas manqué de relever le choix de la concentration géographique et